

Laurent Valdigué

NOTRE-DAME

Le brasier des vanités

“ Les « meilleurs »
ouvriers de France,
les « meilleurs »
architectes auraient
dû veiller sur elle...
Et pourtant !
Cette enquête révèle
une somme de bêtises
ordinaires qui ont
eu raison en quelques
heures de mille ans
d'histoire. Un incendie
du Moyen Âge. ”

IMPACTS
EDITIONS

Cette enquête n'épargne personne. Ni les équipes de surveillance incendie, ni la nuée de fonctionnaires en charge de l'entretien du bâtiment, ni la puissante confrérie des Architectes en chef des monuments historiques. Une plongée édifiante pour expliquer comment ce qui n'aurait jamais dû arriver a finalement eu lieu.

Cette enquête ne laisse aucune question de côté. Des conséquences sur l'environnement avec la diffusion de plomb, aux difficultés architecturales pour reconstruire cet ensemble fragilisé, avec un surprenant général aux manettes.

Le 15 avril 2019, l'incendie de Notre-Dame... Les dix questions qui fâchent et auxquelles ce livre répond.

- 1) L'incroyable bêtise qui a permis au feu de se propager pendant 45 minutes avant que l'alerte ne soit donnée...
- 2) Un système de détection incendie totalement caduque, inopérant, incroyablement mal conçu...
- 3) Pourquoi les pompiers de Paris ont-ils, entre 20h et 21h, abandonné la cathédrale...
- 4) Pourquoi les pompiers de Paris ont du demander une grande échelle... A leurs collègues de Versailles !
- 5) Pourquoi l'architecte en chef, responsable du chantier, n'a-t-il pas démissionné au lendemain de la catastrophe ?
- 6) Pourquoi le préfet de police Didier Lallement a interdit aux pompiers de communiquer lors de la sortie de leur livre « La nuit de Notre-Dame »...
- 7) Comment le président de la République s'est improvisé chef des pompiers puis architecte en chef au lendemain de l'incendie de Notre-Dame...
- 8) Le général et l'architecte, une guerre de tranchée dans les coulisses du chantier de Notre-Dame...
- 9) La communication sur le mode « on ferme sa gueule »... Silence radio sur l'enquête judiciaire, sur le plomb, et sur les difficultés du chantier...

10) Scénario catastrophe sur Notre-Dame : faute d'élimination du plomb, le public et les fidèles devront-ils se doucher après chaque visite ?

Laurent Valdiguié

Aujourd'hui grand reporter à Marianne en charge de l'investigation, a été rédacteur en chef au Journal du dimanche et à Paris-Match. Auteur de *L'enquête Balkany* (2017), *Le Procès Villepin* (2010), *Clearstream, un scandale d'état* avec Karl Laske, 2009, *Le vrai Canard* avec Karl Laske, 2008.

Laurent Valdiguié

NOTRE-DAME
LE BRASIER
DES VANITÉS



IMPACTS
EDITIONS

À Manon.

Laurent Valdigué

NOTRE-DAME
LE BRASIER DES VANITÉS



<u>Introduction : « L'homme est stupide »</u>	<u>9</u>
<u>1 - La nuit où les pompiers ont eu peur</u>	<u>17</u>
<u>2 - Ni coupables, ni responsables...</u>	<u>40</u>
<u>3 - L'architecte en chef s'accroche à sa flèche</u>	<u>59</u>
<u>4 - Un général pour un chantier présidentiel</u>	<u>83</u>
<u>5 - La chape de plomb, au propre comme au figuré...</u>	<u>108</u>
<u>Conclusion : Trois juges bien discrets</u>	<u>125</u>
<u>Postface : L'incendie, décrit par Victor-Hugo en... 1831!</u>	<u>131</u>



« Sur la face de cette vieille reine
de nos cathédrales, à côté d'une
ride, on trouve toujours une
cicatrice. Tempus edax, homo
edacior. Ce que je traduirais
volontiers ainsi : le temps est
aveugle, l'homme est stupide. Si
nous avons le loisir d'examiner
une à une avec le lecteur les
diverses traces de destruction
imprimées à l'antique église, la
part du temps serait la moindre, la
pire, celle des hommes. »

Victor Hugo, *Notre-Dame de Paris*, 1831.



« L'HOMME EST STUPIDE »

Introduction

La colère se perd. Cet incendie est une faute sans nom. Une honte pour une génération tout entière qui avait la charge de ce vieux monument. Comme trois mille avant elle. Cette toiture avait vu naître Paris. Vu défiler tous nos rois. Survécu aux vents de toutes nos révolutions. Entendu de loin les coups secs de la guillotine. Elle avait vu passer les envahisseurs. Les cloches y ont sonné les jours de paix. Ici, Napoléon a été sacré empereur. De Gaulle a fêté la Libération. « Une messe est possible » avait écrit Mitterrand avant de mourir, ouvrant la possibilité d'une cérémonie avec ses forces de l'esprit. Au lendemain des attentats

de 2015, son orgue a entonné *La Marseillaise* le temps que le président et l'archevêque d'alors remontent la nef, main dans la main.

La République, laïque, s'est toujours rassemblée sous ce préau de plomb millénaire. Cette « église de France », au-delà des régimes, au-delà du temps et des convictions, appartient au patrimoine commun. Cette toiture de plomb était un trait d'union de notre histoire. Un de ses points fixes. Et elle a brûlé... en 2019. À l'heure où des robots vont sur Mars. Où chacun a un portable dans la poche qui dépasse la puissance informatique des premières fusées lancées sur la lune. Mais à Notre-Dame, il a fallu qu'une administration irresponsable installe un système de détection incendie inopérant. Il a fallu qu'une administration irresponsable couvre une organisation de sécurité incendie inappropriée. Il a fallu qu'une administration irresponsable lance des travaux sans prendre la mesure du risque qu'ils faisaient courir à l'édifice. À Notre-Dame, tous les voyants de la bêtise, avant même cette nuit du 15 avril 2019, étaient déjà au rouge. Ce n'est pas une opinion. C'est un constat.

Que dire aussi du fait que les pompiers de Paris ne disposent pas de bras élévateurs articu-

lés pouvant aller au-delà de 30 mètres de haut, contrairement à leurs homologues de Versailles ? Les pompiers des Yvelines, ayant la garde du château de Louis XIV, disposent d'engins capables de monter jusqu'à 46 mètres. Mais Paris ne compte peut-être pas assez de monuments susceptibles de brûler ?

Il n'y a pas que la colère qui se perde. Le journalisme à la française aussi. Télévisé, surtout. Depuis cet incendie venu du Moyen Âge, il n'y en a eu, d'émission spéciale en émission spéciale, que pour le « sauvetage » des pompiers de Paris. « Des héros » encensés à longueur de documentaire comme ayant « sauvé Notre-Dame ». Mais sauvé de quoi ? Certes, la vaillance et le courage de ces hommes et femmes qui ont été cette nuit-là en première ligne, pour certains au péril de leur vie, n'est pas à remettre en cause. Mais s'il y en a un cette nuit du 15 avril qui a « sauvé » la cathédrale, c'est bien son architecte anonyme du Moyen Âge. On verra comment. En revanche, la « communication » de la hiérarchie des pompiers, puisque la plupart des images de l'incendie sont produites par eux, est parvenue avec brio à masquer ce qui est avant tout un gigantesque fiasco collectif contemporain.

Depuis la nuit de Notre-Dame, les professionnels du feu mènent des inspections dans la charpente du Louvre. Il était temps, non ? Depuis la nuit de Notre-Dame, le ministère de la Culture a lancé en urgence un audit des quatre-vingt-six autres cathédrales propriétés de l'État. Sa principale conclusion, avec le recul, paraît de simple bon sens. Le rapport recommande en priorité de... porter « une attention toute particulière aux installations électriques et aux procédures mises en œuvre à l'occasion de travaux, en particulier par point chaud ». Là encore, il était temps.

C'est d'un journal américain, le *New York Times*, que sont venues les premières révélations sur les imperfections du système de sécurité incendie de la cathédrale parisienne. Dès le 20 avril, quatre jours après le feu. Ces révélations désolantes ont été accueillies en France comme il se doit : par un silence glacial. Témoin du manque de curiosité de la plupart des médias français sous contrôle, soit de l'État lui-même, soit de ses principaux clients, ces grands groupes industriels dont l'intérêt est de ne pas faire de vagues. La colère se perd. La bêtise non. La stupidité évoquée par Victor Hugo encore moins.

Ils l'ont bien senti. Tous ceux en charge du vieux

bâtiment, de près ou de loin, avant ce 15 avril, se sont serré les coudes. Ils ont su taire le bruit de fond de leurs discordes habituelles. Ils ont respecté la loi du silence. En une phrase, ils ont fait en sorte que tout continue sans aucune remise en cause. Pour l'essentiel, les mêmes que ceux qui étaient là avant le 15 avril sont ceux qui reconstruisent aujourd'hui la cathédrale. Comme si Lehman Brothers, à l'origine du krach de 2008, avait été chargé de refonder la finance mondiale.

Comme si un président de la République connaissait le temps nécessaire pour reconstruire une cathédrale ! Eh bien si. Lui sait. Le soir même de l'incendie, Emmanuel Macron prend les commandes en personne du théâtre d'opérations. Il annule une intervention télévisée, censée calmer le mouvement des Gilets jaunes. Sur place, sans aucune consultation, le chef de l'État annonce que la reconstruction prendra « cinq ans ». Guère plus qu'un vulgaire terrain de foot. Un président nord-coréen, en direct, n'aurait pas fait ni dit mieux. En coulisse, la machine a grincé en silence, et en interne personne n'a vraiment osé contredire l'ordre présidentiel. Outre la culture de l'irresponsabilité, l'administration française a aussi, chevillée au corps, celle de la soumission.

Ce sera cinq ans et comme l'année 2024 est l'année des Jeux olympiques à Paris, ce sera 2024. La reconstruction de la cathédrale de Nantes, incendiée en 1972 lors de travaux, a duré quarante et un ans. Elle n'a été totalement cicatrisée qu'en... 2013. « Nous sommes un peuple de bâtisseurs », a aussi déclaré le président, encourageant les énergies. « Si nous écoutions les esprits chagrins, rien ne serait jamais possible », a-t-il ajouté. Pour être bien certain que son délai soit tenu, l'Élysée a déchargé le ministère de la Culture et ses commissions *ad hoc*, en place pourtant depuis plus d'un siècle, pour confier le chantier... à un général à la retraite. Aucune série télé n'aurait osé une trouvaille pareille. En quoi un général en retraite serait-il compétent pour assurer la maîtrise d'ouvrage de la reconstruction d'une cathédrale ?

Au naufrage de l'incendie a succédé un chaos administratif. Première conséquence de ce chaos, la gestion du dossier plomb dont personne n'a vraiment pris la mesure, jusqu'à ce que l'inspection du travail tire la sonnette d'alarme et que des familles, *via* Mediapart, ne révèlent les dangers de la contamination. Le préfet de région, le 25 juillet, trois mois après l'incendie, évidemment sous la pression des médias, a fermé le site. Là encore, une « prouesse » pour un chantier qui se

voulait d'exception. Elle aurait pu être mise au débit de l'architecte en chef, maître d'œuvre, et du ministère de la Culture, maître d'ouvrage. Mais pas plus qu'il n'a songé à démissionner après l'incendie sur ce chantier dont il avait la charge, Philippe Villeneuve, l'architecte en chef, ne s'est senti fautif sur la question du plomb et de sa dissémination durant les trois mois qui ont suivi l'incendie, à cause d'un chantier ouvert aux quatre vents. Personne au ministère de la Culture et à la direction régionale des affaires culturelles (Drac) non plus. Là encore, pour la deuxième fois en un seul trimestre, tout le monde a serré les coudes.

« Le plomb n'est pas l'amiante », ont-ils juré en chœur, reprochant sous cape à l'inspection du travail son « pointillisme ». Le scandale n'a pas explosé. Il a été différé, puisque le plomb est une bombe à retardement qui peut prendre des années. Mais qui sera capable un jour de mesurer des baisses de QI chez des enfants, une des conséquences pourtant avérées des effets du plomb ?

Le chantier a repris, intégrant cette fois les normes antiplomb. Et avec lui, à l'automne, les tensions entre l'Élysée et la Culture. Seule face visible de cet iceberg de frictions en tout genre, le

bras de fer qui a opposé le général Georgelin et l'architecte de Notre-Dame, Philippe Villeneuve, par interviews et déclarations interposées. « Qu'il ferme sa gueule » a tonné le cinq étoiles, pensant clore le débat et s'y brûlant les ailes, faisant du même coup de son rival, une victime. Dans la foulée, c'est le général qui a perdu ses arbitrages. Son établissement public voulu par l'Élysée a bien été installé au 1^{er} décembre 2019. Il compte quarante personnes, dont les salaires seront pris sur le milliard de dons, mais il dépend finalement... du ministère de la Culture. Où un « coordinateur » de l'établissement public a finalement été nommé à son tour pour superviser le superviseur. Bref, tout est vite rentré « dans l'ordre »...

